



Cuba dénonce le coup d'État contre la présidente Dilma Rousseff



La Havane, 13 mai, (RHC).- Le gouvernement cubain dénonce le coup d'État parlementaire perpétré contre la présidente Dilma Rousseff, dans une déclaration émise à La Havane ce jeudi, peu après la décision du Sénat brésilien de poursuivre un procès politique contre la présidente légitimement élue du Brésil et donc de la suspendre « provisoirement » de sa charge.

« Il s'agit d'un subterfuge monté par les secteurs de l'oligarchie de ce pays, avec l'appui de la grande presse réactionnaire et de l'impérialisme, dans le but de renverser le projet politique du Parti des Travailleurs... et d'usurper le pouvoir qu'ils n'ont pas pu gagner aux élections » souligne la déclaration du gouvernement cubain.

Ensuite, elle relève: « Ce qui arrive au Brésil fait partie de la contre-offensive réactionnaire de l'impérialisme et de l'oligarchie contre les gouvernements révolutionnaires et progressistes de l'Amérique Latine et des Caraïbes, une contre-offensive qui menace la paix et la stabilité des pays, à l'encontre de l'esprit et la lettre de la proclamation de l'Amérique Latine et des Caraïbes comme Zone de Paix, signée lors du 2e Sommet de la CELAC, en janvier 2014, à La



Havane, par les Chefs d'État et de gouvernement de la région»

Après avoir mis en relief l'opposition du peuple, des forces de la gauche et des mouvements sociaux brésiliens au coup d'État et au démantèlement des programmes sociaux mis en place par le gouvernement, la déclaration termine en soulignant que Dilma, Lula, le Parti des Travailleurs et le peuple du Brésil peuvent compter sur la solidarité de Cuba.